Watwan Eco

al-watwan.net

Le premier hebdomadaire comorien des questions économiques et financières

Al-watwan du Vendredi 26 mai 2017 - Deuxième année - Directeur de la publication : Ahmed Ali Amir

Le ministère des Finances après un an d'exercice

«Nous sommes le centre de gravité du plan quinquennal du gouvernement»

C'est ce qu'avait déclaré le ministre des Finances et du budget à l'ouverture, en novembre dernier, des travaux d'adoption du plan d'action de son département. Le gouvernement s'est donné pour objectif, pour le budget 2017, de porter les recettes intérieures à plus de 80 milliards de francs, soit un objectif haussier de l'ordre de 50 pour cent du niveau de 2016. Les dépenses publiques devaient être réduites de 40 pour cent par rapport à l'année précédente.
Quatre mois après l'adoption de la loi des finances 2017, qu'en est-il de ces objectifs budgétaires que d'aucuns jugent comme les plus ambitieux qu'un gouvernent comorien ait proposé, aussi bien en matière de recettes qu'au niveau des investissements. Qu'en est-il de l'action de ce ministère un an après la nomination, le 30 Mai 2016, de Saïd Ali Saïd Chayhane, comme argentier de l'Etat.
Watwan'Eco s'est procuré quelques éléments du bilan de l'action du ministère des finances et du budget. Il vous livre les principaux acquis tels que présentés par le ministère.

Lire pages II et III

Le ministre des Finances lors de la clôture des travaux du plan quinquenal

Le Chiffre du Jour

650

C'est le nombre de lits du futur hôpital de référence internationale qui sera construit sur le site de l'actuel centre hospitalier national El Maarouf. Le projet se décline en un bâtiment de sept étages, au standard international, qui couvrira quarante mille mètres carrés.

International (page IV)

Djibouti inaugure le port le plus moderne d'Afrique

Le «Doraleh multipurpose port» va transformer le commerce maritime dans la Corne de l'Afrique. La nouvelle infrastructure de 690 hectares est équipée d'installations ultramodernes pouvant accueillir 100.000 navires Tpl.

Au coeur de l'entreprise

«Plus besoin d'importer des cuire-dents et des tiges pour brochettes»

***Cet agent de la police nationale** produit une trentaine de tiges pour brochettes par jour ainsi que des cuire-dents, avec des moyens plus que rudimentaires dans son entreprise Mfano. Son souhait le plus ardent c'est de trouver les moyens de se procurer un équipement qui lui permette de produire en quantité pour satisfaire la demande de ces deux produits qui, selon lui, «explose».*

Lire page IV

Les Finances publiques, après un an d'exercice

«Les objectifs budgétaires les plus ambitieux qu'un gouvernent comorien ne s'est jamais fixé»

Les nouvelles autorités s'étaient données pour objectif, pour le budget 2017, de porter les recettes intérieures à plus de 80 milliards de francs, soit une hausse de l'ordre de 50 pour cent du niveau de 2016. Quatre mois après l'adoption de la loi des finances 2017, qu'en est-il de ces objectifs budgétaires que d'aucuns jugent comme les plus ambitieux qu'un gouvernent comorien ait proposé, aussi bien en matière de recettes qu'au niveau des investissements. Qu'en est-il de l'action de ce ministère un an après la nomination, le 30 Mai 2016, de Saïd Ali Saïd Chayhane, comme argentier de l'Etat.
Watwan'Eco vous propose les principaux acquis de ces objectifs tels que présentés par le ministre des Finances et du budget.

Avant tout, Il faut savoir que le ministère du budget a assigné à la douane, dans le cadre de la loi des finances 2017, un objectif annuel de 34 milliards de francs, soit 42 pour cent des recettes internes alors que la moyenne annuelle pour ces dernières années était de 15 milliards.
Et des mesures ont été prises pour améliorer significativement les recettes grâce à «une lutte sans merci contre la corruption.»
Quelles sont les mesures en vigueur? L'introduction d'un minimum de perception en douanes. Il s'agit d'assurer un minimum de recettes à l'Etat en luttant contre les minorations et sous-estimations des valeurs en douanes. Cette mesure, en vigueur depuis plus de 6 mois, produira à moyen terme pleinement ses effets. Il faut savoir qu'avant on pouvait assister au dédouanement d'un conteneur plein pour la somme dérisoire d'environ 100.000 FC alors que le prix minimum pour le dédouanement d'un conteneur de marchandises (Valeur et Fret) ne peut normalement pas se situer au dessous de 1.900.000 FC.

Le ministre et ses principaux collaborteurs

Loi des finances 2017
Un Budget «volontariste et de rupture»

Après les performances «*spectaculaires et visible du second semestre 2016*», le Budget 2017 a exploré les potentialités fiscales immenses que regorgent le pays afin d'envisager une hausse significative des recettes de l'Etat et de ramener les dépenses courantes à un niveau raisonnable. Ce qui permettra de dégager, par la même occasion, les ressources qui vont financer les grands chantiers annoncés, en comptant d'abord sur nos propres forces.
A l'exemple du financement des nouvelles centrales électriques à Ngazidja, Ndzuani et à Mwali.
«*En matière de dépense, l'objectif poursuivi est de stabiliser la masse salariale, les biens et services et les transferts et même de les réduire légèrement au cours de l'année 2017. En revanche, les dépenses d'investissement sur ressources propres ont significativement augmenté, reflétant ainsi l'ambition du chef de l'Etat à tenir ses promesses, en commençant par mettre fin aux délestages et le retour de l'électricité sur l'ensemble du territoire. Le chantier pour la construction et la réfection des routes est visible, la construction d'un hôpital de référence va entrer dans sa phase opérationnelle*».

Cependant, l'exécution du budget 2017 durant les premiers mois de 2017 n'a pas encore atteint les objectifs fixés (sachant que le potentiel existe) et il serait prématuré de porter des jugements hâtifs.

Retard au niveau des îles

Il n'en reste pas moins vrai que le retard de presque cinq mois dans l'application des nouvelles mesures prévues dans le budget 2017, et notamment au niveau des îles, a amené un manque à gagner de recettes fiscales et non fiscales non négligeables. Il s'agit de la non application de la vignette, de la taxe Diesel, de la taxe sur les contrats d'assurance, la licence sur les transports, la perception des droits de fréquence, la taxe sur le mobile.
C'est pourquoi, le gouvernement se trouve dans l'obligation de procéder à une loi de finances rectificative afin d'intégrer tous ces manques à gagner essentiellement dus à une exécution tardive du budget 2017.

Source :
Ministère des finances et du budget

Les Finances publiques, après un an d'exercice

La révision des conventions relatives aux exonérations douanières. Beaucoup de conventions, très souvent conclues de manière discrétionnaire, comportent énormément d'abus, en toute contradiction avec la législation en vigueur. L'objectif de ces révisions est de mettre fin aux abus indécents et aux interprétations erronées afin de limiter les pertes de recettes liées aux exonérations en douane.
L'interdiction des exonérations ad-hoc. Le ministère des finances a mis fin à ces exonérations en refusant de les valider car elles ne reposent sur aucun texte sauf que la demande d'exonération est présentée par une haute autorité (notables, dignitaires, autorités diverses..). Ces exonérations (Véhicules, faux déménagements, marchandises diverses soit disant destinées à des mosquées dont les exonérations sont limitées aux tapis de prières et hauts parleurs). D'où la mise en place d'une nouvelle liste négative des produits exonérés.

«Palier psychologique»

La réforme de la profession de commissionnaire en douanes (les transitaires). Cette importante reforme vise à mettre fin à la pagaille et au désordre dans le dédouanement des marchandises. En effet, souvent des personnes n'ayant rien à voir dans le circuit douanier servaient de « guide » aux importateurs afin de faciliter le dédouanement moyennant des paiements injustifiés en se substituant purement et simplement aux transitaires, sans aucune garantie de paiement des droits et taxes en Douanes. Avec la nouvelle réforme, les transitaires, auxiliaires de la douane, deviennent très officiellement les garants du paiement des droits et taxes.
Collecte des droits et taxes en douane par une banque de la place. La part des paiements en cash représentaient plus de 70% des recettes douanières avec les risques potentiels liés à la détention d'espèces dans un lieu non sécurisé suivant les normes et aussi à la tentation pour les agents de collecte des recettes douanières. En effet, la mise à disposition à de simples fonctionnaires de montants colossaux en espèce entraine forcément la tentation. C'est donc une mesure de sécurisation des recettes douanière avec le suivi en temps réels des recouvrements. Ce système de paiements en ligne est déjà en place dans des nombreux pays de la région, à l'exemple de la Tanzanie ou du Kenya.

Les résultats «spectaculaires»

A en croire le ministère des Finances, les résultats «*spectaculaires*» obtenus ont été salués par les partenaires au développement. Au niveau de la douane, on aurait atteint le «*palier psychologique*» jamais atteint de 2 milliards en décembre 2016. Pour les Premiers mois de 2017, bien que les résultats ne soient pas encore à la hauteur des prévisions, d'autres mesures supplémentaires sont déjà prêts à être exécutées après la loi des finances rectificatives.
Sur le plan de l'organisation du service, tout le monde s'accorde à dire que l'organisation mise en place par le nouveau directeur a donné plus d'autonomie et de pouvoirs à ses collaborateurs. Il a également assaini le fichier du personnel en remerciant les contractuels recrutés «*pour des raisons électoralistes ou tout simplement pour s'enrichir à titre personnel, en violation des règles établies et en favorisant la fraude et l'évasion fiscale*», assure le ministère.
Enfin, un nouveau code des douanes et un nouveau tarif des douanes ont vu le jour et vont certainement contribuer à l'élargissement de la base imposable et éviter

également les glissements tarifaires qui font perdre des recettes importantes à l'Etat (assimiler par exemple une importation d'alcool à du lait en jouant sur les glissements tarifaires).

Qu'en est-il des recettes fiscales?

La batterie des mesures suivante a été prévue. L'application de la Taxe sur les rémunérations extérieures ou Tre. C'est une des mesures phares de l'administration des impôts car elle comporte des gisements immenses. Elle a été introduite dans le nouveau Code des impôts.
Origine de la Tre : Il avait été constaté que nombre d'entreprises étrangères n'ayant aux Comores aucune implantation juridique, réalisaient un certain nombre d'opérations génératrices de profits sans que la législation interne ne permette une quelconque taxation de ces revenus. Ce vide fiscal a été corrigé par le nouveau Code des impôts (Art 128 et 129 du nouveau Code), comme c'est le cas pour la plupart des codes des impôts d'Afrique prévoyant un mécanisme identique.
La Tre est aussi applicable aux consultants internationaux qui travaillent dans notre pays pour le compte de certains organismes. Même si elle n'a pas donné les résultats escomptés pour la fin 2016, elle devrait rapporter des recettes non négligeables cette année. La base d'imposition sera revue dans la Loi de finances rectificative, car les prévisions initiales ont été surestimées.
L'amélioration du recouvrement de la Taxe de consommation (Tc) en élargissant le champ d'application. Rappelons que la Tc est collectée par les entreprises pour être reversée à l'Etat. Ce n'est pas une charge de l'entreprise qui reste simplement un intermédiaire. Même quand elle est déficitaire, elle doit la payer car c'est de l'argent qui ne lui appartient pas. «*Malheureusement, elle est souvent exigée en fin d'année*», note le ministère des finances, quand les entrepri-

ses ont noyé cette Tc dans leur trésorerie. «Les chiffres sur le recouvrement de la Tc sont extrêmement encourageants et les prévisions 2017 seront atteints», rassure, sur ce point, les autorités financières.
Le recouvrement de l'Impôts sur les sociétés (IS) ainsi que les dividendes des sociétés d'Etat. "L'IS et les dividendes de 2016 ont été recouvrées de façon satisfaisante en 2016", note le ministère des finances. Et en croire toujours les analyses du meme ministère, les objectifs seront atteints grâce, entre autres, à l'utilisation systématiques des listings Sydonia (un système de gestion de douanes automatisé, Ndlr) pour les comparer avec les déclarations déposées par les contribuables.
Selon le ministère des Finances, les impôts payés par certains contribuables sont souvent anormalement bas au vu du chiffre d'affaire potentiel par rapport à leurs importations. C'est ainsi qu'un contribuable qui a importé pour plus de 1 milliard paie un impôt souvent inférieur à 10 millions. Cette mesure, il est vrai impopulaire auprès de certains importateurs, devrait moraliser l'environnement des affaires et contribuer au civisme fiscal.

Résultats «nettement supérieurs»

Bien que les résultats ne soient pas encore à la hauteur des ambitions de l'Administration générale des impôts et domaines (Agid), ils sont nettement supérieurs par rapport aux années précédentes et nettement supérieurs pour l'année 2017, malgré le retard pris pour la mise en oeuvre des mesures essentielles, aussi bien au niveau de l'Union qu'au niveau des îles autonomes. «Globalement, Il faut noter que par apport aux objectifs de recettes fixées par le Fmi pour le premier trimestre, ils sont au rendez vous. Mais par rapport à l'ambition du gouvernement, des aménagements sont indispensables», précise le ministère des finances.

Paiement des salaires sans aide extérieure

Le pays supportait jusque-là un niveau de salaire qui représente 10 pour cent de son Pib. D'où l'urgence de mesures permettant de stabiliser cette masse salariale pour, ensuite, la réduire. Ces mesures entrées en vigueur vont de l'annulation des contrats de recrutement signés à partir de janvier 2016 au niveau de l'Union à l'annulation et retrait du fichier de la Fonction publique de certains agents recrutés à partir du 1er décembre 2015 au niveau de l'Union, la révision du statut des structures rattachées à la présidence et au ministère de l'Intérieur (Commission anticorruption et commission électorale), la révision de la situation financière des agents des ambassades en Iran et en Egypte qui ont été rappelés, l'annulation de tous les contrats arrivés à échéance et renouvelable par tacite reconduction, la correction des anomalies du système de gestion intégrée des structures et des effectifs (Gise) et, enfin, l'arrêt de nouveaux recrutements en attendant les résultats des réformes engagées.
Ces dispositions ont permis de «*garantir le paiement régulier des salaires des agents de l'Etat sans aide extérieure*».
Toutes ces mesures ont eu également pour effet de ralentir le rythme de croissance de la masse salariale. «*Mais pour obtenir pleinement les effets d'une réduction de la masse salariale, les mesures doivent également être appliquées au niveau des îles autonomes*», rappelle-t-on au ministère.

Source :
Ministère des finances et du budget

International

DJIBOUTI. LE PORT LE PLUS MODERNE DU CONTINENT

Le «Doraleh multipurpose port» va transformer le commerce maritime dans la Corne de l'Afrique

Dmp est le dernier d'une série de mégaprojets à Djibouti. On compte notamment quatre nouveaux ports, une usine de gaz naturel liquéfié, un terminal pétrolier et deux nouveaux aéroports. Ensemble, ils élargiront considérablement la capacité de Djibouti à servir de plate-forme et de centre commercial pour la région.

La nouvelle infrastructure de six cent quatre vingt dix hectares est équipée d'installations ultramodernes pouvant accueillir cent mille navires Tpl. Le projet de 590 millions de dollars américains a été lancé en 2015 et financé conjointement par l'Autorité des ports et des zones franches de Djibouti (Dpfza) et China merchant holding (Schl). L'équipement portuaire dernier cri a été fabriqué par la firme chinoise Zpmc. Des navires ont déjà commencé à l'utiliser.
Le port fournit une plate-forme logistique de classe mondiale pour le commerce maritime. Les nouvelles installations amélioreront considérablement l'efficacité et les conditions de faire des affaires dans la Corne de l'Afrique. Le projet renforce la position de Djibouti en tant qu'étape clef sur la route maritime «la nouvelle route de la soie».
Lors de la cérémonie d'ouverture, le président de Dpfza, Aboubaker Omar Hadi, a déclaré : «*Avec cette nouvelle infrastructure de classe mondiale, Djibouti confirme sa position de centre commercial majeur pour le continent. Nous sommes fiers de montrer au monde notre capacité à construire et rendre opérationnels des projets d'infrastructure majeurs parmi les plus avancés du continent sur le plan technologique*».

Installations portuaires ultramodernes

Dmp est le dernier d'une série de mégaprojets à Djibouti. On compte notamment quatre nouveaux ports, une usine de gaz naturel liquéfié, un terminal pétrolier et deux nouveaux aéroports. Ensemble, ils élargiront considérablement la capacité de Djibouti à servir de plate-forme et de centre commercial pour la région.
Ces projets s'ajoutent à la ligne de chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, une voie de 752 km reliant la capitale de l'Éthiopie au port de Djibouti.
Djibouti est situé au centre des routes commerciales mondiales, reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Le port est une porte d'entrée vers l'une des régions à plus forte croissance du monde avec trente mille navires transitant par le port chaque année. Les produits venant d'Asie représentent 59 pour cent du total, 21 pour cent proviennent d'Europe et 16 pour cent d'ailleurs en Afrique.
L'Administration des Ports et des Zones Franches de Djibouti (Dpfza) est l'organisme gouvernemental chargé de superviser les ports du pays. Dpfza supervise également les zones de libre-échange nationales, servant de liaison entre les entreprises qui y travaillent et d'autres organismes gouvernementaux.
Dpfza est l'unique autorité en charge de l'administration et du contrôle de toutes les zones franches et des Ports de Djibouti. L'entité joue également un rôle instrumental en tant qu'interface unique entre les entreprises de la zone franche et tout autre organisme gouvernemental et relève de l'autorité directe du bureau présidentiel de Djibouti.

Source : **portland-communications.com**

Lors de l'inauguration

Au coeur de l'entreprise

Un jeune s'est mis à la production de tiges à brochettes et de cuire-dents

«Plus besoin d'importer des cuire-dents et des tiges pour brochettes». Le propriétaire de la toute petite unité dite Mfano, Mohamed Attoumani se demande «pourquoi privilégier des produits importés alors qu'il existe la possibilité de les produire localement et des personnes prêtes à mettre la main à la pâte? Il en appelle donc à l'appui des pouvoirs publics et à un «changement des mentalités».

«Continuer à importer tout et même des tiges qui sont partout aux Comores», cela le met mal à l'aise. C'est à partir de là que Mohamed Attoumani M'madi a lancé sa petite entreprise «Nfano» (= qui sert d'exemple) en mars dernier à Funga ya Mitsamihuli au nord de l'île de Ngazidja. Cet agent de la police nationale veut s'investir dans un autre monde que celui des armes. Travaillant actuellement avec son petit frère, il leur suffit d'un couteau et du bois un peu spécial pour fabriquer leurs tiges pour brochettes et des cuirs dents. «*J'ignore le nom de l'arbredont je me sers, mais une chose est sûre : il est abondant dans la forêt la plus proche de Funga*», rassure-t-il.
La demande en tiges pour brochettes est intense alors que je ne produit qu'une trentaine par jour. «*Je suis tout le temps dépassé par les commandes et il faut du temps pour fabriquer des tiges puisque je ne me sers que d'un couteau*».
A l'entendre, le prix dépend de l'épaisseur et de la longueur de la tige. Toutefois de manière générale cent tiges reviennent à 500 francs *et «toutes les personnes avec lesquelles nous avons traité semblent apprécier la qualité du produit».* Pour ce qui est des cuire-dents, Mohamed Attoumani M'madi n'a pas commencé à les commercialiser.
Pour mener son projet à bon train, il souhaite pouvoir se doter d'un équipement plus performant qui lui permette d'augmenter sa production. Pour cela il compte beaucoup sur le soutien des pouvoirs publics. *«En effet, partout et à tout moment, on trouve des brochettes et je suis persuadé qu'on pourrait créer des emplois facilement*», estime-t-il.
L'autre défi à relever c'est le conditionnement et spécialement les sacs et les boîtes où mettre les tiges. Pour l'heure il se trouve dans l'obligation d'acheter des sacs qu'il doit adapter à ses produits.
En attendant, Mohamed Attoumani appelle à un changement de mentalité : «*Pourquoi privilégier des produits importés alors qu'il existe la possibilité de les produire localement et des personnes prêtes à mettre la main à la pâte? Selon lui, «il suffit d'appuyer des initiatives pareilles, encadrer les citoyens pour aider au développement du pays»*.

Nazir Nazi

Watwan'Eco* - Bp 984 - Magudjuu, Moroni Union des Comores - Tl : 773.44.48
Directeur de la publication: Ahmed Ali Amir - **Rédacteur en chef général:** Mohamed Inoussa - **Rédacteur en chef adjoint :** Kamardine Soulé - **Secrétariat de rédaction, maquette et réalisation :** Hassane Mondjié (Madjuwani hasani) - Rédaction Kamardine Soulé, Nazir Nazi. **Correction sur épreuve :** Images : Ibrahim Youssouf, Chaarane Mohamed. **Watwan'Eco est un supplément du quotidien Al-watwan*